

# Cahier des Charges Administratives Particulières - CCP



**Agir ensemble pour nos territoires**

## MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE F.C.S. – AMENAGEMENT MOBILIER INTERIEUR DU CENTRE DE PETIT-CANAL

### Caisse d'Allocations Familiales de la Guadeloupe et de Saint-Martin

Parc d'Activités La Providence  
ZAC de Dothémare  
97139 Les ABYMES

**MARCHÉ PUBLIC**  
Fourniture et Services

Consultation n°

**25PA0007**

Date limite de remise des offres

**16 JUILLET 2025 à 14h00**

## **Article 1 - Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

**Le présent marché concerne la fourniture de mobiliers et d'équipements comprenant l'acquisition, la livraison, le montage et l'installation au centre de Petit-Canal.**

## **Article 2 – Décomposition du marché**

### **2-1 –Allotissement**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'acheteur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés du fait de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes.

### **2-2-Forme du contrat**

Procédure adaptée article R.2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 03/12/18 portant partie réglementaire du code de la commande publique (sous réserve des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale).

### **2-3-Normes et réglementation**

Pour l'exécution de son marché, le titulaire devra se conformer pour aux prescriptions et normes françaises et européennes. La mise en œuvre des différents matériaux et toutes les sujétions conformes aux DTU, articles et arrêtés en vigueur à ce jour.

### **2-4-Forme des notifications**

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par courrier électronique avec accusé de réception.

Lors de la réunion de démarrage, la liste des personnes destinataires sera définie et consignée dans le compte-rendu élaboré par le Maître d'œuvre.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

## 2-5-Sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R. 2193-1 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

## 2-6-Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

# Article 3 – Pièces constitutives et obligations

## 3-1- Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAGS FCS, le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Cahier des Clauses Particulières
- Le règlement de la consultation
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics fourniture et services (approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021) ;
- L'offre du titulaire

## 3-2- Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

### 3-3- Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

## Article 4 – Durée, pénalités et réfections

### 4-1-Durée du marché/ Délai d'exécution

Le marché est conclu pour une durée qui commence à compter de la notification.

La durée est fixée dans l'acte d'engagement du candidat mais ne pourra excéder 2 mois.

### 4-2-Pénalités

#### A - Pénalités pour retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution et/ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{50}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = Valeur de la commande ;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités de retard s'appliqueront sur les délais de livraison.

En cas de retard constaté sur une livraison incomplète et/ou non conforme, cela entraînera les pénalités correspondantes au montant total de la commande initiale.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

#### B - Autres pénalités spécifiques

Le non-respect des obligations du titulaire telles que précisées dans les documents contractuels peut donner lieu à l'application d'une pénalité de **250€ HT par manquement**.

### **C - Pénalité pour travail dissimulé**

Après mise en demeure préalable, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur pourra appliquer une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché ou résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **Article 5 – Conditions Financières**

### **5-1-Contenu des prix**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ce prix global et forfaitaire inclut toutes les taxes qui s'appliquent (type éco participation/éco taxe).

Le prix global et forfaitaire comprend l'achat, la livraison, l'installation, le montage, le réglage et toutes sujétions liées aux prestations telles que décrites dans à l'article 6 du présent CCP. et notamment, sans que cette liste soit limitative, les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Le prix comprend aussi les conseils en aménagement.

**Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.**

### **5-2- Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes et non actualisables.

## 5-3-Modalités de règlement

### 5-3-1- Régime de paiements

Dès réception contradictoire du chantier par le Pôle Patrimoine de la CAF Guadeloupe et le titulaire du marché, correspondant, le PV de réception devra être portés à la signature des parties.

### 5-3-2- Etablissement des factures

La facturation s'effectuera **après service rendu**, après les opérations de vérification et sur présentation par le titulaire des factures conformes correspondantes.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les demandes de paiement seront envoyées via chorus pro :

Identifiant : 31456082200194

Structure : Caisse d'allocations familiales de la Guadeloupe

### 5-3-3- Délais global de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours. Celui-ci court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date (article 2 I.1° et 2. I.2° du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique).

Ce délai peut être suspendu par l'envoi d'un courriel indiquant les raisons – imputables au Titulaire – qui s'opposent au règlement. Ce règlement restera

suspendu tant que la totalité des justifications demandées ne sera pas parvenue à la CAF Guadeloupe.

Le(s) paiement(s) s'effectue(nt) dans le respect des règles comptables applicables aux organismes de sécurité sociale.

#### **5-3-4- Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **5-3-5- Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour de paiement et à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **Article 6 - Conditions d'exécution des prestations**

#### **6-1-Lieu d'exécution**

Les prestations doivent être réalisées au lieu concerné par le marché, c'est-à-dire au Centre CAF de Petit-Canal, situé Rue Condé Damproube 97131 PETIT-CANAL.

Le mobilier doit répondre aux exigences de sécurité et de conformité avec les normes françaises et européennes réglementant le secteur de l'ameublement.

#### **6-2-Gestion des déchets**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

## 6-3-Clauses techniques

### A - Générales

L'attention des candidats est attirée sur plusieurs points qu'ils devront prendre en compte lors de l'établissement de leur offre :

- Les candidats proposent des mobiliers et équipements résistants, robustes, lessivables, ergonomes et respectant les normes de sécurité.
- Les mobiliers et les équipements doivent être d'une qualité "milieu de gamme" minimum.
- Chaque équipement devra avoir une fiche technique comprenant les normes de certification NF, le classement de résistance au feu M3, le traitement des matériaux...
- Il sera en conformité aux normes de sécurité (stabilité sans fixation murale, absence d'arête tranchante, etc.). Il doit permettre l'accueil d'un public et personnel en situation de handicap.
- Les coloris sont à définir le prestataire peut faire des propositions

*Avant tout commencement d'exécution, la méthodologie retenue devra avoir reçu l'assentiment du représentant de la CAF Guadeloupe en charge, M FALEME Fabrice responsable du Pôle Patrimoine ou son représentant.*

## Article 7 - Garantie – Avances

### 7-1 Garantie

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

### 7-2 Avances

Les règles relatives à l'avance sont fixées par les articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Sauf indication contraire portée par le titulaire dans l'acte d'engagement, une avance sera accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R2191-3 du Code de la commande publique. Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de montant minimum, une avance est accordée pour chaque lot d'un montant supérieur à 50 000,00 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux de l'avance applicable est fixé à 5 %. Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise (PME) au sens du Code de la commande publique.



Les modalités de calcul du montant de l'avance et de remboursement de l'avance sont celles définies par les articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Par dérogation à l'article R2191-11 1°, le remboursement de l'avance s'appliquera dès la première demande de paiement.

## **Article 8 - Vérifications et Admissions**

### **8-1- Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAGFCS.

### **8-2- Admission**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **Article 9 – Résiliation**

### **9-1 Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **9-2 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2

du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **Article 10 - Litiges et différends**

A défaut de règlement amiable et dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera porté devant la juridiction de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de l'organisme :

Tribunal Judiciaire de Pointe-à-Pitre  
Rue Dugommier  
97110 POINTE-A-PITRE  
Téléphone : 0590 89 69 50  
[accueil.tj-pointe-a-pitre@justice.fr](mailto:accueil.tj-pointe-a-pitre@justice.fr)

## **Article 11 - Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 20.1 du CCAG par l'article 4-2 du CCP
- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'article 2-2 du CCP
- Dérogation à l'article R2191-11 1° par l'article 7-2 du CCP

## Article 12 – Annexe technique



### Espace d'accueil et numérique

La proposition devra prendre en compte les éléments suivants :

- Une **banque d'accueil** intégrant
  - 1 comptoir bureau
  - 1 comptoir PMR
  - 1 comptoir de réception
- **Implantation** : face à la porte d'entrée intégrant la porte du milieu
- **10 postes** (*écran 24'', clavier, souris, ordinateur boîtier 1 litre*)
  - 2 postes PMR
  - 5 postes assis
  - 3 postes debout
  - Parois de discrétion
  - 1 espace de rangement par poste sous le plan de travail (*ventilé, sécurisé, permettant d'accueillir 1 ordinateur boîtier 1 litre*)
- **5 espaces « imprimante »** (*1 espace pour 2 postes*)

## **2. Espaces de réception individualisée**

Deux bureaux de réception :

- Vitrage robuste de séparation
- Caisson de rangement

## **3. Espace Cuisine**

Une cuisine équipée :

- Élément bas
- Élément haut
- Cuisine
- Evier
- Mitigeur évier
- Niche micro-onde
- Étagère murale
- Plan de travail
- Accessoires
- etc

## **4. Espaces sanitaires**

- 1 meuble de rangement avec miroir
- 1 espace balai